vinetur

La Moldavie taxera les importations d’alcool de Transnistrie à partir du 1er septembre

Le plan progressif étend la TVA et les droits d’accise à davantage d’importations d’ici 2027, l’alignement complet étant visé pour 2030.

jeudi 27 août 2026

Le gouvernement moldave s’apprête à appliquer les mêmes règles fiscales aux marchandises introduites dans le pays par des entreprises basées dans la région transnistrienne, en commençant le 1er septembre par les boissons alcoolisées et d’autres produits sensibles à l’accise.

La mesure, annoncée par le gouvernement à Chișinău, instaurerait par étapes la taxe sur la valeur ajoutée et les droits d’accise pour les biens importés par des opérateurs économiques de la région séparatiste située sur la rive gauche du Nistru. Les autorités ont indiqué que ce plan vise à uniformiser les règles fiscales et douanières dans tout le pays, à créer une concurrence plus équitable pour les entreprises et à intégrer progressivement les sociétés de Transnistrie dans le système fiscal et douanier national de la Moldavie.

Dans la première phase, qui commence le 1er septembre, le nouveau régime s’appliquera aux boissons alcoolisées, aux produits du tabac et de la nicotine, aux parfums, aux articles pyrotechniques, aux fourrures, aux bijoux et aux pierres précieuses, ainsi qu’à certains moyens de transport. D’autres catégories, dont certaines

matières premières et des produits pétroliers, doivent entrer dans le système le 1er janvier 2027. Le gaz naturel, l'électricité, les appareils téléphoniques et les ordinateurs sont censés suivre le 1er avril 2027.

Le gouvernement a indiqué que l'objectif final est d'appliquer d'ici 2030 le régime fiscal complet aux marchandises importées par les opérateurs de la région transnistrienne, dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux entreprises du reste de la Moldavie.

Le Premier ministre Vasile Tofan a expliqué que ce changement vise à intégrer les entreprises de la région dans le périmètre fiscal du pays, sans le faire d'un seul coup. Dans des propos diffusés par le gouvernement, il a déclaré que les sommes perçues seraient réorientées vers les citoyens vivant dans la région, sous forme d'un soutien accru, d'un meilleur accès aux services de santé, à l'aide sociale et aux pensions.

Pour aider les entreprises à se conformer, Tofan a également appelé les banques, la Banque nationale de Moldavie et le Bureau de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent à faciliter l'ouverture de comptes bancaires pour les opérateurs économiques afin qu'ils puissent régler les taxes.

Ce déploiement progressif reflète la sensibilité de la question en Transnistrie, une région séparatiste qui a longtemps fonctionné en dehors du contrôle effectif de Chișinău et sous une structure administrative différente. En étalant les changements sur plusieurs années, le gouvernement a déclaré vouloir laisser le temps aux entreprises de s'adapter et limiter l'effet sur les prix et les consommateurs.

Ce calendrier est important pour le commerce des boissons, car les boissons alcoolisées figurent parmi les premiers produits à être intégrés au système harmonisé. Les importateurs, les grossistes et les détaillants qui travaillent avec du vin, de la bière et des spiritueux en provenance de la région pourraient désormais être confrontés, à partir du 1er septembre, à des coûts fiscaux plus élevés, à des procédures douanières supplémentaires ou à des exigences plus strictes en matière de paiement et de documentation. L'effet commercial précis dépendra de la manière dont les entreprises s'adapteront, mais ce changement pourrait influer sur les prix et la distribution dans un marché où le traitement fiscal et les formalités frontalières peuvent peser rapidement

sur les marges.

L’inclusion des boissons alcoolisées dans la première phase montre aussi que le gouvernement met d’emblée l’accent sur des produits qui sont déjà soumis à des droits d’accise dans une grande partie de l’économie formelle. Pour les producteurs et négociants situés hors de Transnistrie, cette mesure pourrait réduire les critiques liées à un traitement inégal si des produits similaires sont taxés selon les mêmes règles dans toute la Moldavie. Pour les entreprises de la région, elle introduit un nouveau niveau de conformité à un moment où on leur demande d’opérer plus directement au sein des institutions nationales.

Le gouvernement a présenté cette politique à la fois comme une mesure fiscale et politique. Les autorités estiment que des règles uniformes sont nécessaires pour garantir des conditions égales à tous les agents économiques. En pratique, cela signifie que les entreprises de Transnistrie qui introduisent des marchandises en Moldavie seraient de plus en plus traitées comme les sociétés établies dans le reste du pays lorsqu’elles importent ou mettent des biens sur le marché.

Aucune estimation financière distincte n’a été publiée en même temps que l’annonce sur le montant de recettes supplémentaires que le régime fiscal progressif pourrait générer, ni sur l’ampleur de l’évolution des prix des biens concernés. Le gouvernement a plutôt insisté sur le rythme graduel de la réforme afin de réduire les perturbations.

L’alcool sera suivi de près, car les droits d’accise peuvent avoir un effet direct sur les prix en rayon, les volumes d’échanges et les flux de produits. Si les distributeurs répercutent les nouveaux coûts, les consommateurs pourraient constater des hausses de prix dans certaines catégories. Si les entreprises absorbent une partie de la charge fiscale pour rester compétitives, leurs marges bénéficiaires pourraient se réduire. L’impact peut varier selon le type de produit, l’origine et le circuit de vente, en particulier dans des catégories comme les spiritueux et le tabac, où les charges d’accise sont déjà importantes.

L’aspect bancaire pourrait aussi être important pour les entreprises de boissons et de biens de consommation de la région. Les sociétés qui ont fonctionné avec une intégration limitée dans le système financier moldave pourraient désormais avoir

besoin de comptes bancaires et de circuits de paiement plus clairs pour régler leurs obligations fiscales. Cela pourrait apporter un contrôle plus formel sur les flux commerciaux, mais aussi créer à court terme une pression administrative pour les entreprises qui ne sont pas encore en mesure de répondre à ces exigences.

La première date d’application ne laisse qu’une courte période aux entreprises qui traitent l’alcool et les autres produits listés pour adapter leurs contrats, leurs factures, leurs déclarations douanières et leurs modèles de tarification avant l’entrée en vigueur des nouvelles règles. Les étapes ultérieures, qui couvriront les produits liés aux carburants au début de 2027 ainsi que les articles énergétiques et technologiques en avril de cette même année, montrent que le gouvernement structure sa politique en fonction de la sensibilité des produits et de l’impact sur le marché, alors qu’il avance vers une application complète d’ici 2030.